La mobilisation en Bretagne et dans les écoles oblige la direction de la FSU à s'adapter un peu… mais il faut que les syndicats rompent avec le gouvernement !

La FSU, principale fédération de l'éducation, est concernée au premier chef par le développement actuel des mobilisations. En effet, il est tout à fait possible que deux mobilisations importantes mettent en difficulté la politique gouvernementale : celle des lycéen-ne-s et celle sur les "rythmes scolaires". Toutes deux se situent directement dans le champ d'intervention de la FSU qui est nettement majoritaire, et toutes deux partent de la base pour poser la question de l'affrontement avec le gouvernement.

Le Bureau National de la FSU tenu le jour de la rentrée de novembre, a connu des débats importants sur ces questions. Fédération syndicale bureaucratisée comme les autres, la FSU conserve néanmoins des traditions démocratiques issues du syndicalisme enseignant, comme le droit de tendance qui permet aux minorités d'être représentées, proportionnellement à leur importance, dans les instances délibératives de la Fédération. Ce qui permet aux militant-e-s lutte de classe d'y défendre leurs positions.

Dans la FSU coexistent diverses tendances : les deux principales composantes de l'appareil sont Unité & Action liée notamment au PS et au Front de Gauche, Ecole Emancipée liée à la Gauche Anticapitaliste et comportant des militant-e-s du NPA. Il existe aussi des tendances minoritaires oppositionnelles à divers degrés : URIS, Front Unique, Emancipation où militent d'autres camarades du NPA1.

Le BN de la FSU se tenait aussi deux jours après les deux manifestations en Bretagne, à Quimper et Carhaix… la manifestation de Carhaix ayant constitué une manœuvre de division de la part des appareils syndicaux dont la FSU régionale, rejoints par le Front de Gauche comme souvent2.

Un vent qui tourne…

La mobilisation sur les rythmes scolaires, pour l'abrogation du décret Peillon dont l'application aurait des conséquences extrêmement graves pour les écoles, avait commencé avant les vacances, et de jour en jour de nouveaux appels départementaux à la grève de la part de sections du SNUipp (le syndicat des écoles de la FSU, très majoritaire) apparaissent pour les 13-14 novembre : on se dirige vers une mobilisation non seulement très importante, mais aussi en phase d'ascension.

Dans le même temps, avant les vacances aussi avaient commencé des mobilisations lycéennes : parties de cas ponctuels d'élèves sans-papiers expulsé-e-s (Leonarda et Katchik étant les plus médiatisé-e-s), elles venaient de se doter d'un appel unitaire national de la part des organisations de jeunesse (UNL, FIDL, UNEF), signé par RESF, la LDH, la Voix des Roms, mais aussi les fédérations CGT, SUD et FSU dans l'éducation. Appel positif malgré des limites, constituant un cadre pour commencer une lutte nationale contre la politique de Valls, le ministre le plus réactionnaire du gouvernement.

Dans cette situation, qu'est-ce qu'un syndicat comme la FSU peut et doit faire ?

… la FSU tournera-t-elle avec lui ?

Ainsi, la direction de la FSU change de ton… un peu. Il est symptomatique que la secrétaire générale ait ressorti la fable – comme les autres dirigeants syndicaux des confédérations CGT et FO – selon laquelle le gouvernement serait pris entre les exigences des salarié-e-s et celles du patronat, et n'aurait pas fait ses choix : "*le gouvernement doit choisir sa politique et sur qui il doit s'appuyer, les salariés ou le patronat*" !!

Plusieurs interventions ont rappelé qu'au contraire ce gouvernement avait bel et bien fait des choix, à savoir ceux de la défense des intérêts du capitalisme.

Les habituelles tendances minoritaires n'étaient cette fois-ci pas isolées, signe du fait que même l'appareil syndical central doit tenir compte du mécontentement qui monte chez les travailleurs/euses de l'éducation.

Combattre ce gouvernement exigerait de se solidariser avec le mouvement lycéen : quand on sait quel rôle peuvent jouer les enseignant-e-s en étant aux côtés des lycéen-ne-s lors des mobilisations (non pas une "manipulation" comme le disent les médias mais aussi certains appareils syndicaux, mais montrer la convergence des revendications et rendre la répression plus difficile de la part de la police)… il est clair que l'enjeu est d'appeler les personnels des lycées à se mobiliser, par la grève et aussi avec leurs propres revendications (par exemple l'abrogation de la dernière réforme qui déréglemente le lycée, mise en place par l'UMP et poursuivie par le gouvernement).

Combattre ce gouvernement exigerait aussi de donner une perspective nationale et centrale dans la lutte sur les "rythmes scolaires", à savoir proposer une grève unitaire aux autres syndicats (CGT, SUD, FO), mettant en avant l'auto-organisation des luttes à la base dans le cadre d'AG souveraines, dépassant les corporatismes catégoriels en rassemblent, enseignant-e-s, personnels municipaux et parent-e-s d'élèves pour l'abrogation du décret Peillon.

Enfin, combattre ce gouvernement exigerait de partir de la réalité de ce qui s'est passé en Bretagne : la grande mobilisation de Quimper, loin d'être un mouvement

réactionnaire, montre la nécessité de mettre en place une lutte syndicale sur le plan national et pas seulement breton contre les licenciements qui pleuvent. La FSU pourrait en tout cas porter cette proposition auprès des confédérations. Le BN s'est divisé entre ceux/celles qui portaient ces exigences correspondant aux nécessités de la lutte de classe, et ceux/celles qui reprenaient de manière plus ou moins caricaturales les déclarations des appareils syndicaux et des dirigeant-e-s du Front de gauche.

Tournant ou zigzag ?

Cette réorientation nécessaire de la FSU était portée de manière plus ou moins conséquente et complète par les tendances minoritaires, notamment Emancipation, mais aussi certains syndicats.

Force est de constater que la direction de la FSU oscille. D'une part, elle tient compte de la poussée qui se fait sentir à la base et critique davantage le gouvernement. Mais elle ne rompt pas avec lui : il s'agit toujours d'obtenir un "changement de cap" (??). C'est pourquoi elle entend maintenir un "dialogue social" intensif, participant à toutes les instances qui discutent de l'application des contre-réformes du gouvernement. Cela est particulièrement flagrant concernant les "rythmes scolaires" : marquer un premier refus de cette contre-réforme passerait par le fait de quitter le "comité de suivi" gouvernemental où siègent les dirigeante-s- du SNUipp (comment peut-on combattre une mesure tout en participant à une instance qui est faite pour "réussir" son application ?).

De même, la direction UA-EE n'a donné aucune perspective concrète d'action… si ce n'est deux lettres au ministre Peillon !

Comme on le voit, il est nécessaire de faire de la FSU un syndicat au service des luttes, rompant avec le soutien critique au gouvernement et combattant sa politique dans sa globalité. Seul le développement des luttes - mais aussi le fait de se syndiquer et de s'impliquer dans la vie du syndicat - à la base peut permettre d'avancer dans cette direction.

1 Pour plus de précisions sur les tendances de la FSU voir *Au Clair de la lutte* n°15, article sur le congrès de la FSU.

2 Voir l'article de Sébastien Langlois sur la Bretagne.

Octarine, le 8 novembre 2013